

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2022

Contexte et constats

Publié sur GEORISQUES

Sobotram Transports et Logistique

25 - 33 rue Paul Sabatier
71530 Crissey

Références : FL/NM/2022/M_48

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement Sobotram Transports et Logistique implanté 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A la suite de la survenue d'un incendie le samedi 20 novembre 2021 sur le bâtiment « messagerie », un arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° DCL/BRENV/2021-327-1 du 23 novembre 2021 a été signé par le préfet de Saône-et-Loire, sur proposition de l'inspection des installations classées. Celui-ci a été modifié, par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2022-6-1 du 6 janvier 2022, et ce, afin de prendre en considération les messages électroniques des 7 et 9 décembre 2021 transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées et intégrant respectivement :

- un document portant à la connaissance de l'État des modifications d'exploitation de la cellule A1 du bâtiment A situé au sein de ses installations de stockage exploitées sur le territoire de la commune de Crissey ;
- un document précisant la stratégie de gestion des écoulements confinés lors de l'incendie survenu le 20 novembre 2021 et de gestion temporaire des eaux pluviales.

L'inspection du 8 février 2022 avait pour objectif de réaliser un récolement aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° DCL/BRENV/2021-327-1 du 23 novembre 2021 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sobotram Transports et Logistique
- 25 - 33 rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT dans GUN : 0005401481
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La société Sobotram Transports et Logistique, dont le siège social est situé 33 rue Paul Sabatier à Crissey, exploite sur ce même territoire, une plate-forme logistique composée de cinq bâtiments de

stockage (A, B, C/D, E et H), d'un bâtiment « messagerie » et d'un atelier mécanique.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-82.2.07-02759 du 23 mars 2018.

Par ailleurs, le site relève des articles L. 515-32 et L. 515-36 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso) et telles qu'ils engendrent des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (Seveso seuil haut). En effet, l'établissement répond à la règle de dépassement direct seuil haut, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement. D'autre part, des servitudes d'utilité publique, visant à réglementer l'urbanisation autour du site, ont été actées par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2018-30-1 du 30 janvier 2018.

L'activité de stockage temporaire de déchets relève enfin de l'application de la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles transposée en droit français.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le transfert des activités d'expédition en cellule A1 :
 - la suppression des activités de logistique usuelle sur la zone recevant l'activité transférée de messagerie dite d'expédition ;
 - la gestion des allées ;
 - la zone tampon séparant les activités de logistique usuelle et l'activité de messagerie dite d'expédition ;
 - les zones de charge ;
- l'accessibilité des engins à proximité des installations ;
- le confinement des écoulements accidentels ;
- la disponibilité de la défense extérieure contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Suppression des activités de logistique usuelle	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet
Gestion des allées	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet
Zone tampon	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet
Zones de charge	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet
Disponibilité de la défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet
Accessibilité des engins à proximité des installations	Arrêté Préfectoral du 23/03/2018, article 8.2.5	/	Sans objet
Confinement des écoulements accidentels	Arrêté Préfectoral du 06/01/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection :

- 5 non-conformités ont été constatées, sur les thèmes suivants :
 - le transfert des activités d'expédition en cellule A1 :
 - la suppression des activités de logistique usuelle sur la zone recevant l'activité transférée de messagerie dite d'expédition ;
 - la gestion des allées ;
 - la zone tampon séparant les activités de logistique usuelle de l'activité de messagerie dite d'expédition ;
 - les zones de charge ;
 - l'accessibilité des engins à proximité des installations ;
- 2 demandes de compléments sont formulées concernant :
 - le confinement des écoulements accidentels ;
 - la disponibilité de la défense extérieure contre l'incendie.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).